Amendements ponctuels proposés au document d’orientation du SNTRS (congrès de 2015)

- Le terme réforme devrait être réservé aux réformes progressistes, il n’est pas approprié quand on parle de régressions. Il faudrait alors lui substituer le terme contre-réforme. Lignes concernées : 9, 284, 541.
- L 20 coquille : il faudrait écrire cotisations sociales (manquent les deux s finaux).
- L 33 coquille : cadeaux faits (manque le s final).
- L 65-66 « […] au lieu de contraindre le capital à investir en France » : à mon avis cette proposition est incomplète, il faut aussi suggérer que le gouvernement pourrait prendre ses responsabilités si le capital refuse d’investir, c’est pourquoi je propose de compléter comme suit :
  « […] au lieu de contraindre le capital à investir en France ou de prendre lui-même ses responsabilités par l’investissement public. »
- L 68 à 70, la phrase sur la M.A.P. n’est pas correcte grammaticalement à cause de la rupture de construction (la M.A.P. devrait être le sujet de la proposition principale, or celle-ci a pour sujet « celui-ci ». De plus, le nom copier-coller n’est pas orthographié correctement. Pour rendre la phrase correcte sans rien changer au sens, on pourrait écrire par exemple :
  « Comme la Modernisation de l’action publique (MAP), copier-coller de la révision générale des politiques publiques (RGPP), n’a pas rempli les objectifs assignés par le gouvernement, celui-ci a programmé 50 milliards de nouvelles économies pour les trois prochaines années […] »
- L 77, note 4, une petite coquille orthographique : il faudrait écrire non-paiement (avec un trait d’union).
- L 81-82 : pour que la phrase soit dépourvue de toute ambiguïté même lors d’une lecture distraite, il faudrait indiquer explicitement que ce n’est pas notre vision ; on pourrait écrire par exemple :
  « Pour le patronat et le gouvernement, toute la société doit être structurée en fonction [...] »
- L 83 il faudrait écrire sous-rémunérations (avec un trait d'union).
- L 87 je crois qu’il serait bon de préciser « […] soient nationalisées sans indemnisation des grands actionnaires. », de manière à ne pas adoucir le sort des banquiers, pour lesquels les travailleurs ont déjà mille fois payé, par un prix d’achat élevé de leurs actions.
- L 116 coquille : écrire liés et non liées (à des coopérations internationales).
- L 123, pour améliorer la forme, plutôt que « que se font firmes multinationales dominantes » (il manque au moins un article !) j’écrirais « que se livrent les multinationales dominantes ».
- L 163 à 165 : il y a un problème grammatical, les deux phrases devraient être fondues (il n’y a pas de proposition principale dans la première !). De plus, sur le fond, je trouve le passage un peu trop bienveillant envers SLR. Je propose donc la réécriture suivante :
  « Lors du mouvement de contestation de 2004, les ambiguïtés voire compromissions de certains de ses acteurs, très conciliants avec le pouvoir politique, ont permis à ce dernier de récupérer ou détourner à son avantage les propositions de « Sauvons La Recherche » »
- L 227 (et suivantes) : petit problème de forme, il est question de « la COMUE » au singulier alors que, dans la phrase suivantes, le sujet « Elles » renvoie manifestement aux COMUE, au pluriel. Écrire donc « Les COMUE ont » à la fin de
la ligne 227, et par conséquent « les constituant » (et pas « la constituant ») ligne 228.

- L. 294 afin de ne pas idéaliser la loi Sauvadet, je préciserais : « [...] à appliquer la loi Sauvadet, pourtant déjà très insuffisante, de la façon la plus restrictive possible. »
- L. 415 : il me semblerait utile de préciser : « Créé soi-disant pour aider les PME ». 
- L. 501-502 : j’ajouterais bien « [...] de participer significativement à la recherche, notamment en diminuant leur service d’enseignement annuel. ».
- L. 515 tout au début coquille orthographique, il faudrait écrire guidés et non guidées.
- L. 556, tout à la fin, je remplacerais plus par pas. Il ne me semble pas bon d’idéaliser la notion de « dialogue social », qui a pu donner l’impression d’exister à une époque parce que le rapport de forces était beaucoup plus favorable au monde du travail, mais il n’y a jamais eu et il ne pourra jamais y avoir, dans une société capitaliste, de « dialogue social » réel.
- L. 575 : je remplacerais « secteur public » par « recherche fondamentale publique » et « secteur privé » par « recherche industrielle et appliquée ». La recherche industrielle est importante, mais les industries, que le patronat « français » brade avec acharnement, pourraient très bien être nationalisées et même socialisées, cela irait plutôt dans le sens que nous préconisons, donc ne fermons pas la porte à cela.
- M. 596-597 : je préciserais « limiter considérablement l’importance des financements par appel d’offre ».
- L. 613 : le taux de 70% pour les crédits récurrents me semble insuffisant, d’où vient-il ? Je crois que, dans nos textes antérieurs, nous demandions un taux de crédits sur appel d’offres de 10% (malheureusement, je n’ai pas retrouvé la référence), en tout cas 30% me paraît beaucoup trop. Si l’on ne souhaite pas un long débat sur un chiffre à indiquer, pourquoi ne pas écrire :

« [...] un financement récurrent des laboratoires avec l’objectif qu’il représente une très large majorité de leur budget. »?

- L. 617-618 : la formulation est malencontreuse, les alliances ont été mises en place pour se substituer aux EPST, dire « elles ne doivent pas se substituer aux organismes de recherche » constitue un vœu pieux ! Heureusement, le début de la phrase, qui demande la suppression (justement parce que les alliances, au moins dans le contexte actuel, ne peuvent pas servir à autre chose qu’à détruire les EPST), montre qu’il n’y a pas d’illusion. Pour plus de clarté, je propose la reformulation suivante :

« Le SNTRS-CGT demande la suppression des alliances, qui ont été conçues pour se substituer aux organismes de recherche. »

- L. 628 : je propose de supprimer la phrase « Des lieux de concertation devraient être créés » : on demande la suppression des COMUE juste avant, ce qui est fort pertinent, ce n’est pas pour aller négocier, même de façon « concertée », leur mise en place ! Nous n’avons nul besoin de cette concession aux syndicats réformistes qui ne cessent de négocier les contre-réformes sans jamais envisager d’obtenir leur suppression, au nom du « moindre mal », avec le résultat catastrophique qu’on observe tous les jours.
- L. 660, remplacer « stopper » par le mot français « arrêter ». 

»
- L 685-687 : il me semble qu’une mise en garde supplémentaire sur le contrôle des personnels sur les appels à projets manque, je propose donc la formulation suivante :

« Une structure de financement sur projets pourrait être maintenue, mais limitée aux financements des coopérations public/privé, et sous contrôle scientifique et financier de représentants élus par les personnels de la recherche. ».  
- L 730 coquille, manque le s final à démocratiques.
- L 764, pourquoi privilégier le cadre de l’Europe alors que la « construction européenne », depuis sa création, ne cesse de détruire les droits des travailleurs, y compris avec les conséquences dramatiques pour la recherche qu’on observe depuis plus de dix ans ? Je propose de reformuler en :

« Les coopérations internationales, notamment avec les pays du sud, doivent [...] »  
- L 767-770, pour les mêmes raisons, je suis très réservé quant à la pertinence de parler positivement d’un « espace européen de la recherche » ; il faut favoriser naturellement les coopérations avec d’autres pays, mais je suis hostile à la préférence européenne. Je propose donc de supprimer la phrase « La mise en œuvre d’un espace européen de la recherche [...] du monde scientifique européen. » et de modifier le début de la suivante en : « L’objectif de ces coopérations ne doit pas être d’affirmer [...] ».
- Coquille orthographique l. 787 et 839 : l’acronyme COMUE est invariable, supprimer le « s » final.
- L 823 : parler de rassemblement sans contenu est dangereux, la tendance à l’alignement sur les syndicats les plus réformistes qui est celle de l’état-major confédéral de la CGT depuis des années, au nom de « rassemblement », avec les résultats désastreux qu’on connaîtra (TOUTES les grandes luttes nationales ont été perdues), ne doit pas être soutenue. Je propose de réécrire la phrase en :

« Aller vers un syndicalisme offensif qui rassemble à la base et dans la lutte reste un objectif pour le salariat. »  
- L 828 coquille : la virgule après souvent est en trop.
- L 830 l’espace entre terrain et la virgule qui suit est en trop.
- L 875 par cohérence grammaticale il faudrait écrire désigné(e)s.
- L 897 : manque l’espace entre afficher et les deux points.
- L 899 il y a une virgule en trop juste avant privilégiés.
- L 933 : manquent les traits d’union à vis-à-vis.
- L 942 : manque l’espace entre sociaux et les deux points.
- L 950 : supprimer la virgule après CGT.
- L 942 : manque l’espace entre sociaux et les deux points.

Coquilles orthographiques notées dans le rapport d’activité :

- p. 5, l. 11 bogue en français plutôt que bug ;
- p. 7, l. 6 en partant du bas : rendus avec un s ;
- p. 9, quatre lignes après Souffrance au travail : la recherche de plus en plus impactées, publiques plutôt que public ;
- p. 20, l. 21 (à la fin d’un paragraphe) manque le point final ;
- p. 24, m. 4 en partant du bas, manque l’accent circonflexe à dû ;
- p. 30 deuxième ligne après le premier tableau aberrante sans accent ;
- p. 35, partie Le contexte 2014, écrire ComUE et non ComUEs (apparaît trois fois).